

**M. McMillan:** Je peux dire à la députée que Montréal est le port de sortie des BPC qui sont expédiés au pays de Galles pour y être incinérés. Ces substances sont assujetties aux règlements fédéraux les plus sévères et à la Loi sur le transport des marchandises dangereuses. Les BPC ne doivent pas arriver au port de Montréal plus de 48 heures, je crois, avant d'être expédiés.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ARRÊTER LES  
EXPÉDITIONS

**Mme Sheila Finestone (Mount Royal):** Monsieur le Président, je suis heureuse que le ministre ne vive pas à Montréal et n'y soit pas responsable de la sécurité des citoyens.

Ce matin, lorsque l'on a posé une question au ministre québécois de l'Environnement sur la possibilité d'accidents dans le transport des BPC sur le Saint-Laurent, il a répondu: «Les dangers du transport des déchets toxiques sur le fleuve ont de quoi faire frémir».

Il est temps d'arrêter d'entreposer et d'expédier les BPC du Canada à Montréal. Je demande au gouvernement s'il mettra fin à l'entreposage et à l'expédition de BPC à Montréal, ou si, pour lui, la sécurité de la population de Montréal n'a aucune importance?

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, fidèle à l'habitude des libéraux, la députée ne donne qu'une citation tronquée. Le ministre de l'Environnement du Québec a ajouté qu'il s'agissait d'une question de principe et que l'expédition, à partir de Montréal, de nos déchets toxiques en Angleterre constituait une solution temporaire acceptable.

Étant donné que des localités du Québec et de l'Ontario ont fait obstruction aux projets des gouvernements de ces deux provinces pour la construction d'incinérateurs permanents de déchets toxiques, quelle solution la députée et son parti proposent-ils?

**M. Tobin:** C'est vous le ministre.

**M. McMillan:** Si nous ne pouvons pas construire d'installations permanentes dans les provinces comme le Québec et l'Ontario en raison de la résistance de la population, que devons-nous faire? Nous expédions ces déchets au pays de Galles. Des installations permanentes seront inaugurées au mois d'octobre à Swan Hills, en Alberta. Le gouvernement fédéral travaillera avec les provinces afin de déterminer s'il est possible de calmer les appréhensions de la population.

Entre temps, je discute avec mes collègues du Cabinet de la possibilité d'utiliser des unités mobiles qui ne susciteraient pas autant de craintes au sein de la population.

Questions orales

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES  
ÉTATS-UNIS—LE PROGRAMME DE DIVERSIFICATION DE  
L'ÉCONOMIE DE L'OUEST

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre chargé du Fonds de développement de l'Ouest. Étant donné que, lors d'un entretien au sujet des subventions au développement régional, le premier ministre du Canada a prié son homologue de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Ghiz, de lui faire confiance puisque ces subventions étaient exclues de l'accord, tandis qu'un haut fonctionnaire participant aux pourparlers entourant l'accord soutient de son côté qu'on est déjà en train de limiter le programme de subventions en raison de cet accord, je voudrais savoir à qui les Canadiens peuvent bien accorder leur confiance? Le premier ministre a déjà rompu les promesses faites aux personnes âgées. Il n'a pas tenu la promesse d'éviter de fermer les bureaux de poste ruraux, ni celles faites au sujet du favoritisme et des pluies acides...

**M. le Président:** Je suis persuadé que le député va poser sa question.

**M. Nystrom:** Étant donné que le premier ministre a rompu promesse sur promesse en ce qui concerne le favoritisme, les pluies acides, Air Canada...

**Des voix:** Rasseyez-vous!

**M. le Président:** Je me demande où le député veut en venir avec sa question, ou du moins avec son préambule. Je le prie de poser sa question.

**M. Nystrom:** Monsieur le Président, comment veut-on que les Canadiens fassent confiance au premier ministre et à son gouvernement alors que ces derniers sont revenus sur autant de promesses?

**M. Axworthy:** Ils ne font que mentir.

**L'hon. Bill McKnight (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien):** Monsieur le Président, En dépit de ce que vient de dire le député de Fort Garry, soit que nous ne faisons que mentir...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McKnight:** ... je lui conseille de prendre connaissance d'un article paru en page éditoriale du *Winnipeg Free Press* et qui s'intitule «*Tell the truth*», soit «dites la vérité».

**M. Axworthy:** Pourquoi n'essayez-vous pas de regarder la vérité en face une fois de temps en temps?

**M. McKnight:** Le journal dit que le chef du parti libéral s'est trop souvent trompé au sujet de l'accord de libre-échange.

**M. Axworthy:** Cessez donc de lire des éditoriaux et commencez à chercher la vérité!

**M. McKnight:** Il s'est trop souvent trompé au sujet de l'accord de libre-échange.